

LES FALSIFICATEURS...

C'est reparti le mauvais feuilleton sur une énième réforme pourrie qu'on essaie de nous vendre. Gouvernement, patronat, direction de la CFDT et médias vont, comme en 2010, utiliser tous les subterfuges, tous les mensonges, toutes les falsifications pour faire passer la réforme des retraites du premier sinistre Ayrault.

Certes, comme c'est un gouvernement de gauche, on nous fait le coup du dialogue social, de la concertation, en l'occurrence de la conférence sociale qui dure tout l'été. Le principe est simple : on dit aux syndicats, les fameux partenaires sociaux, à quoi on veut aboutir et à eux de trouver les moyens de faire avaler la couleuvre. Les ficelles sont connues. On fait fuiter à droite à gauche quelques informations laissant croire que les coups seront particulièrement rudes (44, voire 45 annuités, remise en cause du *Code des pensions*) et au final c'est un peu moins brutal, ce qui permet de dire à certaines directions syndicales qu'on s'en tire bien. On ajoute un petit couplet antifonctionnaires qui seraient des nantis, ça peut pas faire de mal pour entretenir la division. Le procédé est breveté.

Si l'on ajoute une propagande médiatique quotidienne pour reprendre les propos des tenants du pouvoir sur l'espérance de vie, blabla, le coût du travail, blabla, la compétitivité, blabla... Vous vous rendez pas compte mon bon monsieur comme on a du mal quand on est patron.

Bien évidemment, la direction de la CFDT est à la pointe de ce dispositif de truands, tout comme elle l'était il y a quelques mois pour signer l'accord de la honte qui détruisait une partie du *Code du travail*, transposé depuis en loi.

Face à cette falsification organisée, il importe d'abord de rétablir les faits et la réalité de ce que vivent les salariés du privé comme du public, les chômeurs, les jeunes et les retraités.

Certes, l'espérance de vie augmente (quelle honte ces pauvres qui veulent profiter un peu de leur retraite) mais l'espérance de vie en bonne santé diminue (attaque contre le système de santé, déremboursement, conditions de travail dégradées) pour se situer aujourd'hui autour de 63 ans. Augmenter les annuités nécessaires jusqu'à 43 ans pour la génération 1973, c'est pousser inéluctablement soit à une retraite de misère, soit à une retraite à 67 ans, compte tenu de l'âge moyen du premier boulot. Bref, le rêve des exploitateurs, mettre en place la retraite des morts!

Certes, le nombre de retraités a augmenté mais la productivité a été multipliée par cinq depuis 1960, ce qui signifie qu'un «*actif*», comme l'on dit, produit cinq fois plus de richesse en 2013. Richesse accaparée de plus en plus par les actionnaires et spéculateurs de tous poils.

Les patrons, avec leur nouveau chefaillon, Gattaz junior, pleurnichent tous les matins sur les salariés français qui ne travaillent pas assez longtemps et sur le «*coût exorbitant des charges*» qui leur incombent. Ils oublient de dire que les entreprises sont les premières à se débarrasser des «*seniors*» lors des plans sociaux qui se multiplient et qu'elles bénéficient chaque année de 30 milliards d'exonérations (ce qui correspond à véritable hold-up de notre salaire différé), exonérations qui permettraient à elles seules de revenir aux 37,5 annuités!

Ce devoir de vérité établi, le problème ensuite est de construire un véritable rapport de force susceptible de les faire reculer. De ce point de vue, la situation a tout de même changé depuis 2010. L'axe CFDT-CGT qui avait à l'époque programmé l'échec du mouvement, malgré des millions de manifestants, s'est fissuré. Non pas que l'appareil CGT ait changé et que Thierry Le Paon ait découvert les vertus de la lutte de classe, mais la base CGTiste a fait bouger les lignes et la toute dernière trahison de la CFDT concernant

le droit du travail a conforté la rupture actuelle. L'appel national unitaire du 8 juillet (CGT-FO-FSU- Solidaires) pour une «*journée de grèves et de manifestations*» plus clair que d'habitude est un point d'appui. De même les déclarations de Jean-Claude Mailly - «*Nous ferons tout pour les faire reculer*» - donnent un ton déterminé. Cela dit, pas d'illusion, nous n'obtiendrons que ce que nous irons chercher par la grève et le blocage du pays. Et c'est pas gagné. Outre tous les ennemis déjà identifiés (État, patronat, direction de la CFDT), les appareils risquent d'opposer aux salariés la «*machine à perdre*» que constitue le dispositif de journées saute-mouton. Ainsi une partie de la direction de la FSU n'aurait pas été contre une journée «*éducation nationale*» à la mi-septembre et cela manœuvre aussi du côté des fédérations de fonctionnaires pour organiser une journée qui réintégrerait des thèmes «*consensuels*» de l'Unsa et de la CFDT fidèles et zélés serviteurs du gouvernement. Division, diversion, confusion.

Bref, soit on se résigne, ce qui ne sera jamais le cas des militants anarchistes et anarcho-syndicalistes, soit on fait tout pour que boîte par boîte, administration par administration, on construise la grève interprofessionnelle, celle qui tape à la caisse du patronat, celle qui bloque le système, celle qui rassemble tous les exploités, celle qui décide elle-même hors des bureaucraties et des partis de la conduite du mouvement.

**Fabrice
Groupe La Sociale**

RETRAITES: ARRÊTER LA CASSE POUR TOUT RECONSTRUIRE!

Il faut trouver 20 milliards d'euros en six ans pour pérenniser le système de retraite.

25 millions de salariés et patrons financent ce système. Six ans, c'est soixante-douze mois. 25 millions de salariés et patrons, en touchent: 1,8 milliard de revenus mensuels en soixante-douze mois.

20 milliards d'euros de déficit du régime de retraite financé par:

- 1,8 milliard de revenus mensuels, c'est un peu moins de 12 euros d'augmentation de prélèvements seulement jusqu'en 2020;
- 180 millions de hauts revenus patronaux, c'est un peu moins de 120 euros d'augmentation de prélèvements mensuels jusqu'en 2020.

Bref, 20 milliards d'euros, c'est à peine un quart de la fraude fiscale annuelle. 20 milliards d'euros en six ans, ce n'est rien dans un pays où la population, et surtout nos patrons, se partagent 1.300 milliards d'euros de revenus tous les ans.

Pendant ce temps, les patrons se voient exonérés d'impôts et cotisations, sans remise en cause depuis le gouvernement Balladur, au nom d'une baisse du chômage qu'on attend toujours. Pendant ce temps, on essaie de nous convaincre que ce serait bien d'avoir droit à une retraite à taux plein en 44 ans de travail au lieu des 41,5 ans actuels alors que bon nombre de personnes âgées n'arrivent plus à bosser au-delà de 55 ans.

Ce gouvernement veut juste obliger les salariés à bosser plus longtemps et se tourner vers les banques et assureurs privés que les plus modestes ne peuvent pas se payer! La gauche au pouvoir n'est que le serviteur des financiers!

Contre un tel projet, décliné partout en Europe, il faudra créer le rapport de force et la confrontation par la grève générale. Pour la Fédération anarchiste, il est primordial de tordre le cou à la nouvelle régression que préparent le Medef, la CFDT, Hollande et Ayrault. Pour cela, les manifestations ne suffiront pas, il faudra en plus bloquer l'économie et ne pas se contenter de négocier ce que le patronat devra lâcher pour que chacun rentre gentiment dans ses pénates: le capitalisme veut nous priver de nos maigres acquis, reprenons-lui tout!

Ne laissons pas aux fascismes la chance de faire croire qu'ils sont une alternative crédible à la social-démocratie, coupons-leur l'herbe sous le pied en organisant nous-mêmes la grève générale pour gérer directement nos lieux de production et mettre en place une société égalitaire sans État ni patron!

Construisons la grève générale!